Numéro 94

Mardi
26 février 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Presse : les journalistes relèvent (enfin) la tête ● Chirac : énième changement de costume, toujours le même rôle ● Plogoff : les mensonges de Giraud ● Afghanistan : après l'Iran, la religion y fédère les résistances ● Affaire Fontanet : réflexion faite, ce pourrait être le meurtre d'un pro ● Mauvais indice des prix : c'est de notre faute ● Textile : Chambéry contre Cambrai

Question à 100.000 roubles :

Et si Moscou aimait mieux Giscard ?

La traduction par les dirigeants du P.c.f de la politique de leur Parti depuis leur approbation bruyante de l'invasion soviétique en Afghanistan n'est pas de nature à «rassurer Billancourt». Elle n'est pas «étudiée pour». Elle est étudiée pour la reprise en mains, par la direction et son appareil, des cadres et des militants, parce qu'il y a de plus en plus de flottement dans leurs rangs.

Que le durcissement actuel trouble et inquiète «les masses laborieuses» n'est pas, pour l'état-major de la place du Colonel Fabien, la préoccupation prioritaire du moment. Urgent est de tenir - ou retenir - les adhérents inscrits au Parti. Une fois cette «normalisation» opérée, ce sont ceux qui auront la tâche d'expliquer aux autres pourquoi le P.c, tout en changeant complètement de politique, n'en fait pas moins - et toujours - la meilleure politique. La seule. La sienne.

Il n'est évidemment pas facile de le faire comprendre et admettre aux travailleurs quand ils savent que cette politique conduit sûrement au maintien de la droite au pouvoir en France.

Regrouper les troupes

Parce qu'elle est ainsi mise en accusation, par quelques uns des siens et tenue en suspicion par beaucoup d'autres, la direction du P.c français se défend en attaquant. Tous azimuts. Et pour justifier ces attaques, leurs conséquences et leurs pertes, elle veut faire croire qu'elle est, de toutes parts, assiégées.

Le Parti communiste et ses chefs seraient, ainsi, victimes de toutes les coalitions, objets de toutes les malveillances, exposés à toutes les embuscades et à tous les coups de ses ennemis irréductibles et héréditaires, mis en tas, pêle-mêle : la droite, le P.s, les gaullistes, la sociale-démocratie, la presse, les journalistes, les intellectuels déviants, les syndicats réformistes, les partisans de l'Europe, les fumeurs de hasch, les anti-nucléaires, les féministes...

Tous ne frappent pas, mais tous sont frappés. Ce dont il s'agit, c'est de faire rentrer les troupes dans la citadelle, avant qu'elle soit totalement encerclée. Et de lever les ponts et de relever les herses.

Une fois enfermés derrière leur muraille et faute de faire la révolution, les communistes pourront parler de vouloir la faire. Entre eux. Tous seuls. Mais d'abord, il faut les pousser à se réfugier dans la forteresse. D'où le comportement de Georges Marchais et des autres.

Pour pouvoir se présenter comme agressés, ils provoquent l'agression et agressent les premiers. C'est ce qu'ils font depuis deux ans et demi avec les socialistes. Ils ont entrepris, désormais, de le faire tout le temps avec tout le monde. Comme en témoigne la multiplication des incidents de ces derniers jours : à *France-Inter,* à *Europe 1,* au *Quotidien de Paris* où ils sont passés de l'injure à l'intimidation. Parce que leur objectif principal est bien de s'isoler encore davantage. Sans doute jusqu'aux Présidentielles.

Mais pourquoi ? Question à cent mille roubles ! Diverses hypothèses ont été avancées. Peut-être faut-il en ajouter une autre : et si Moscou aimait mieux Giscard ? Après tout en 1974 déjà, les Russes n'avaient guère caché que c'était à lui qu'allait leur préférence...

Georges Fillioud

Pour le candidat U.d.f aux présidentielles

La participation, c'est la corruption

Elections présidentielles obligent. Giscard a trouvé un truc pour faire social, un gadget pour tenter de récupérer quelques voix parmi les travailleurs. C'est l'actionnariat.

Voici que, à l'occasion dimanche de son grand show annuel sur le travail manuel, le président de la République a proclamé que les années 1980 constitueraient «la décennie de la participation». Comique de la part d'un homme qui avec ses amis politiques s'est opposé avec une constance remarquable aux projets du gaulliste Louis Vallon et même aux timides réalisations de De Gaulle dans ce domaine.

Voilà la participation cuisinée à la sauce giscardienne. Pas de mystère, cette participation là c'est essentiellement la distribution d'actions aux salariés des entreprises cotées en Bourse. Restons raisonnables : dans la limite de 3% du capital !

Nul doute que le sort de ces heureux nouveaux actionnaires va s'en trouver considérablement transformé ! Les ouvriers de Renault qui, de par la grâce de Pompidou, ont reçu chacun quelques actions voient la vie en rose depuis lors. Devant sa machine à sa place dans la chaîne, chacun peut se dire : «Tout cela m'appartient un peu». Bouleversement tellement audacieux que les dits travailleurs n'ont rien de plus pressé que de revendre leurs actions dès que c'est possible. Idem dans les banques et les assurances nationalisée où l'actionnariat est également en vigueur.

Faut-il souligner une fois de plus que les petits détenteurs d'actions ne pèsent en rien dans les décisions des grandes sociétés ?

Mais ce n'est évidemment pas au pouvoir que Giscard veut les faire participer. Pas même comme De Gaulle aux bénéfices, puisqu'une part souvent faible des profits revient aux actionnaires. *(suite page 2)*

Croqué



épingle

«Quoique répartis entre deux groupes politiques nos 25 députés forment une équipe totalement homogène»

Yves Galland, Secrétaire national de l'U.d.f pour les Affaires européennes.

POSITION

Dans un climat d'attaques et de suspiscion

La presse menacée à travers ceux qui la font

par Guillaume Douze

Après deux ans de travail, la commission réunie par l'U.n.e.s.c.o pour étudier, sous la direction de Sean Mc Bride, «les problèmes de communication» a remis vendredi son rapport. Ses recommandations traduisent le souci de préserver les valeurs culturelles, les droits de l'homme et les identités nationales en évitant que l'information sous ses diverses formes ne soit confisquée et manipulée par les pouvoirs politiques et financiers au fur et à mesure que se développent les nouvelles technologies de communication.

La commission invite donc les pays à mettre en place des structures de communication autonomes (agences de presse nationale, réseaux de radiodiffusion) et réaffirme que «la défense des droits de l'Homme est l'une des tâches primordiales des organes d'information», la presse ayant pour devoir de «mettre en lumière toutes les transgressions, où qu'elles se produisent, et de donner son appui à ceux dont les droits ont été méconnus ou violés».

Ces recommandations, sur lesquelles (malgré quelques difficultés créées par le représentant de l'Union soviétique) les seize membres de la commission ont fait leur unanimité, prennent une résonnance particulière dans la France pré-électorale de 1980 où pour des raisons diverses les responsables politiques de la majorité (qu'on se souvienne des déclarations hystériques lors des affaires récentes : diamants, Boulin, etc...) et les dirigeants du Parti communiste entretiennent depuis plusieurs mois une campagne de suspiscion larvée à l'égard des journalistes. L'installation de portes blindées à la rédaction de Radio France, si elle n'est qu'un symbole, en est un beau !

Un comité de défense

Une première réponse collective à ces attaques est venue d'un groupe de journalistes d'opinions diverses qui s'élèvent dans un communiqué publié jeudi contre «le climat d'intolérance qui s'installe peu à peu, qui menace directement la liberté d'informer et d'être informé», proposent la création d'un comité de défense : «il s'agit de réaffirmer avec force et au moment opportun que la liberté de parole, d'expression pluraliste et contradictoire, demeure l'un des fondements de la démocratie».

Le lendemain, la direction de Fr 3 refusait de diffuser l'enregistrement réalisé par la C.g.t dans le cadre d'une «Tribune libre» au titre décidément ironique. Commentaire du Syndicat du livre : «le gouvernement et la direction de Fr 3 tombent le masque. La liberté d'expression pour les travailleurs dans notre pays reste un droit à conquérir !» C'était l'occasion de le dire.

Ce dimanche, à l'occasion de son assemblée générale annuelle, l'Association des journalistes de l'information sociale a dénoncé les manipulations et les pressions contre la presse, et rappelé dans son communiqué final que «le champ d'activité des journalistes - qui ont un devoir de rigueur et d'exactitude et qui doivent pouvoir accéder sans entrave aux sources d'information - couvrent tous les faits ayant une implication dans la vie collective, à quelque niveau que ce soit. La vie de l'entreprise (emplois, investissements, salaires, conditions de travail, conflits), n'échappe pas à cette règle, pas plus que les activités des personnes entrées sur la scène publique dès lors qu'elle dépasse leur seule vie privée».

Dans ce climat, les pieuses recommandations de l'U.n.e.s.c.o viennent à point rappeler que la garantie du droit à l'information pour chaque citoyen passe par la reconnaissance et la défense du statut autonome des informateurs, et le respect de leur fonction : au bout de la chaîne, et indépendamment des techniques utilisées, c'est toujours le journaliste qu'on trouve.

C'est à la fois sa force, et son honneur, face à ceux qui voudraient le rabaisser aujourd'hui pour mieux le contrôler demain.

Nouveaux dérapages des prix et de la monnaie

Barre va s'en servir contre les salariés

Rude semaine pour Giscard, Barre et Monory. La publication mercredi de l'indice des prix de janvier dont ont murmure en haut lieu -est-ce une manip ? qu'il avoisinerait les 2 %, va déjà porter un sérieux coup à leur discours du «tout va très bien». Quand bien même le saut de l'indice ne dépasserait pas 1,6 ou 1,7 % le dérapage inflationniste n'en demeurerait pas moins.

Une autre annonce fera mauvais effet, celle d'une progression exceptionnellement forte de la masse monétaire fin 1979. L'objectif de Barre-Monory (un parallèlisme de la masse monétaire et du produit intérieur brut) est battu en brèche malgré le trucage des statistiques. Du fait essentiellement de l'augmentation de la masse des crédits désencadrés - pour les économies d'énergies, les exportations, les créations d'emplois - et du financement malsain du déficit budgétaire.

table camouflet, puisque à l'entendre la politique monétaire est la pierre angulaire de sa politique.

On peut donc s'attendre à une offensive verbale exceptionnelle pour dissuader les patrons d'entrer dans la valse inflationniste en relevant les salaires et les prix. Offensive préparée par le discours de Barre voici quelque jours.

Les mots seront-ils relayés par des actes ? Ce n'est probable que sur le plan du crédit. Déjà la Banque de France a relevé les taux et les banques ont suivi. Et ce n'est pas fini, Monory prévoit de réintégrer une part accrue (50 % au lieu de 40 %) des crédits désencadrés dans l'encadrement du crédit.

Quant aux salariés, il seront heureux d'apprendre qu'aux yeux du gouvernement leur pouvoir d'achat a légèrement augmenté l'an dernier. N'en déplaise à ces mauvais esprits de l'I.n.s.e.e qui considèrent que les augmentations de cotisations sociales entament le pouvoir d'achat des salaires. On voit qu'ils n'ont pas suivi les cours des fameux économistes qui nous gouvernent.

Margaret et Grace, chômeuses célèbres

Pendant que Margaret Trudeau assume courageusement à coup de petits travaux une autonomie fraîchement reconquise - elle inugurera ces jours-ci, moyennant un cachet de 20.000 dollars, un night-club de Tokyo - la Princesse Grace de Monaco, ex-Kelly, voit son retour à la scène compromis par la mauvaise humeur du syndicat des employés municipaux du Cheshire. Elle devait donner dans cette région britannique une série de récitals de poésie : le syndicat exige de connaître le montant de ses cachets, la princesse refuse de le communiquer. On parle de 1000 livres sterling. C'est dur pour tout le monde !

Participation

(suite de la première page)

Pour Giscard cette participation-bidon serait la réponse à «ceux qui avaient par erreur mis leur espérance dans les deux systèmes opposés, mais également utopiques de l'autogestion et du collectivisme». Si effectivement quelqu'un devait préférer la formule Giscard à l'autogestion que défend le P.s c'est effectivement qu'à l'origine il avait commis une lourde **erreur.**

Pour les socialistes, il ne s'agit pas de transformer les salariés en petits capitalistes mais de leur donner un droit de contrôle et de décision sur leur outil de travail. Précisément parce que le travail, en soi, donne des droits.

C'est cela une participation réelle. C'est ainsi que les Français redeviendront vraiment «propriétaires de la France».

Quant à De Gaulle dont Giscard se réclame - il n'y a pas de petits profits préélectoraux - il doit gigoter dans son caveau. Car il n'avait que mépris pour les boursicoteurs. Et Giscard rêve de reconvertir les Français en boursicoteurs. Mais ne conçoit-on pas les autres à son image ?

Des mots comme la participation se prêtent d'évidence à tous les détournements de sens. De Gaulle rêvait - pour le coup de manière utopique - d'une troisième voie entre socialisme et capitalisme.

Giscard n'a pas de telles aspirations. Le capitalisme lui va fort bien. Il fait d'ailleurs tout pour étendre son emprise. Y compris en dénationalisant les banques et les assurances. Après le Crédit Lyonnais, ce sont les A.g.f qui s'apprêtent à faire entrer des actionnaires privés dans son capital. La participation, quoi !

Paul Quiles à Plogoff :
Non au tout-nucléaire !

Marie Jacq, député du Finistère et Paul Quiles, député de Paris et secrétaire national, étaient samedi à Plogoff pour y rencontrer les élus et s'informer auprès de la population.

Impressionné par la mobilisation derrière le maire Jean Marie Kerloch, Paul Quilès a visité les camionnettes «mairies annexes» mises en place par la préfecture pour les besoins de «l'enquête d'utilité publique» contestée par les riverains : «J'ai pû constater que, contrairement aux affirmations du ministre André Giraud, les registres étaient vides. J'ai pû constater également le caractère dérisoire de cette enquête : peut-on considérer comme une procédure démocratique le fait de mettre à la disposition des gens quelques kilos de documents complexes et incompréhensibles ?» Le gouvernement prétend imposer par la force, sans concertation ni information dignes de ce nom, une centrale nucléaire gigantesque dans une région où l'industrie était jusqu'ici totalement absente.

«Le climat de guerre qui règne à Plogoff, entretenu par la présence d'hommes en armes, des chars, des hélicoptères en rase-motte sur la foule, montre dans quel esprit le pouvoir a mené toute l'opération. La résolution des habitants montre à quel point il s'est trompé».

Interrogé, au cours d'une conférence de presse, sur la position des socialistes, Quilès a déclaré : «Depuis notre Convention du mois dernier, c'est chose faite : nous sommes contre le tout-nucléaire» et il a terminé par une suggestion à Simone Veil, présidente du comité d'information sur l'énergie nucléaire : «remplacer, à la télévision, Guy Lux par des films sur le nucléaire».

L'EMPLOI A SURVILLIERS

Au cours d'une réunion de solidarité vendredi avec les travailleurs de la cartoucherie de Survilliers (Val d'Oise) entreprise de cinq cents personnes menacée de fermeture, Pierre Bérégovoy, secrétaire national aux Relations extérieures a notamment déclaré : «Les socialistes feront tout pour empêcher de nouveaux licenciements ici comme ailleurs. Le retour au plein emploi est leur objectif numéro un et ils en feront le thème principal de la campagne présidentielle, avec le maintien de la paix et de la sécurité des Français...»

«Pour une France forte dans une Europe indépendante, il existe une majorité dans notre pays, a-t-il poursuivi. Les travailleurs ont peu de chose à voir avec les grandes manoeuvres des super-puissances et ils ne confondent pas leurs intérêts avec ceux de l'Union soviétique ou des Etats-Unis».

QUESTIONS ECRITES

de François AUTAIN

sur le nombre de salariés involontairement privés de leur emploi inscrits en 1979 sur les listes électorales prud'homales.

de Philippe MADRELLE

sur le grand mécontentement des documentalistes qui réclament la reconnaissance de leur profession et l'établissement d'un statut propre à leur profession.

de **François Mitterand**

Sur les conditions de rémunération des dépôts sur les livret A des Caisses d'Epargne.

En effet, le maintien d'un fort taux d'inflation transforme la rémunération au taux fixe de 6,50 % en véritable ponction sur l'Epargne des familles dont de nombreuses études officielles ont montré qu'elles étaient parmi les plus défavorisées. Alors que le Groupe parlementaire socialiste a pendant de longues années et à de multiples reprises demandé l'indexation de l'épargne populaire, le Président de la République lui-même, demandait, dans une lettre rendue publique le 16 novembre 1976, que fut défini, pour les petits épargnants, un instrument d'épargne simple assurant la sécurité de leur avoir.

Il rappelle que dans cette lettre, le Président de la République indiquait que ces dispositifs devaient entrer en application au plus tard le 1er janvier 1978 et que plus de deux ans après cette promesse qui avait provoqué l'espoir de millions d'épargnants n'a toujours pas été réalisée.

Quand et comment le Premier Ministre compte-il mettre fin à cette inacceptable situation ?

de Laurent FABIUS

sur les modalités de paiement de la taxe sur les véhicules à moteur. Il souligne notamment que, lorsqu'une personne change de voiture en cours d'année et la remplace par un véhicule neuf, elle doit s'acquitter deux fois de cette taxe, ce qui représente une charge relativement élevée.

Il semblerait plus juste que la taxe acquittée au titre du véhicule neuf soit calculée proportionnellement au temps qui reste à courir entre la date d'achat du nouveau véhicule et la fin de l'année en cours.

de Christian PIERRET

sur la situation syndicale à l'usine Talbot de Poissy où les dispositions du Code du travail ne sont pas appliquées.

Depuis plus de deux ans, aucune élection professionnelle n'y a eu lieu. La Direction refuse de les organiser et en rejette la responsabilité sur la C.g.t qui conteste la validité des précédents scrutins. Il semble pourtant légitime de s'interroger sur le caractère démocratique et libre de ces élections au vu des nombreuses pressions subies par les travailleurs de l'usine de Poissy ; les élections prud'homales, tenues hors de l'entreprise en apportent la preuve.

Chirac au Club de la Presse
«Je renouvelle mon comportement»

Lors d'une récente conférence de presse, le maire de Paris était apparu dans une dimension que la presse avait qualifiée de «présidentielle» : de la sérenité, voire de l'onctuosité, Chirac rentrait ses griffes, se contentant de centrer ses critiques sur la politique économique de son successeur, qui, chacun devait le savoir, ne le vaut pas.

Cette attitude d'apparent détachement n'a pas duré jusqu'à la finde l'hiver et, à nouveau, ce président qui menace de monopoliser l'Elysée pour une décennie a fait dimanche soir l'objet de tous les soins de celui qui a fait le plus en 1974, pour le mener au pouvoir.

M. d'Estaing est donc, vu de Corrèze, «omniprésent». Il fait mauvais usage des institutions «en concentrant le pouvoir entre ses seules mains» Ce qui, par voie de conséquence, provoque «une certaine disparition du gouvernement en tant que moteur politique».

Nous voilà donc dans un régime «où on est obligé d'observer un certain flou, mais en revanche une mainmise de plus en plus importante de la bureaucratie sur la vie quotidienne».

Bref, dans cette majorité dont il est un des plus beaux fleurons, M. Chirac «se sent de moins en moins confortable».

De la mémoire !

Critique de la politique économique donc, condamnation de l'usage des institutions. Qu'est-ce que M. Chirac mettrait à la place ?

Les institutions, il ne les changerait guère puisqu'elles sont gaullistes et donc, par définition, excellentes.

La politique économique ne lui plait pas, mais il n'a pour la remplacer que celle qu'il pratiquait lorsqu'il était à Matignon. Ceux qui ont de la mémoire, n'en ont pas gardé un souvenir impérissable, même si le contexte dans lequel il l'appliquait présentait des conditions plus favorables.

Et cependant, Monsieur Chirac, ce serait autre chose ! Car, nous l'avons appris dimanche : «il existe une très grande différence entre le gaullisme et le centrisme, c'est une différence de comportement». Vous avez bien lu. Pas de différence de choix de société, pas de différence de programme, mais une différence de comportement !

Mais pourquoi alors, Chirac a-t-il changé de ton ?

Chirac : «il faut de temps en temps se renouveler, ne croyez-vous pas ?»

Rideau !

TELE-P.S.

BONJOUR LES CHARENTES-MARITIMES, BONJOUR LE LOT-ET-GARONNE

VOICI RIPOSTE, A L'ESSAI POUR UNE SEMAINE.

LISEZ-LE, JUGEZ-LE... ET ABONNEZ-VOUS !

Afghanistan : l'expansion musulmane

C'est au cri d'«Allah est grand», hurlé durant des heures, que la bazar de Kaboul a manifesté son opposition au régime afghan et à ses protecteurs.

Même cri, même indignation, même foi qu'il y a quelques mois à Téhéran, mais là contre le régime Pahlavi et ses protecteurs américains.

A cette opposition spontanée qui s'est répandue comme une traînée de poudre dans la ville, de toit en toit, le pouvoir répondit par les salves d'armes légères, les coups de canon et les raids d'hélicoptère. Même réponse là aussi que chez le voisin.

Mêmes armes psychologiques amenées en renfort, puisque le Shah protestait de son innocence, de ses pures intentions et de son souci d'amener «pacifiquement» son pays au modernisme. Et puisque les soviétiques (et le P.c.f) soutiennent le régime Karmal qui a pour objectif d'abolir «la féodalité et le droit de cuissage» !

Et enfin rejet de la responsabilité des troubles sur ces ignobles étrangers, communistes en Iran ou impérialistes en Afghanistan, «cette provocation impérialiste organisée par la C.i.a» comme l'écrit l'agence Tass «confirmée par l'arrestation d'un groupe de provocateurs et d'espions pakistanais, chinois et américains».

Lundi matin les émeutes continuaient. Et les fusillades. Les huit cent morts afghans du week-end sont-ils, hélas, les premiers d'une longue série ?

Ces martyrs-là pèsent en tout cas fort peu sur la balance de la haute politique. Depuis vendredi dernier, et depuis l'affirmation à Moscou de l'intervention américaine dans les émeutes de Kaboul, Brejnev n'a plus aucune marge de manoeuvre.

Il est évident que ce ne sont pas quelques milliers de jeunes musulmans désarmés qui peuvent créer des difficultés militaires aux blindés soviétiques. Néanmoins, l'insurrection citadine et les mouvements nationaux qui opèrent dans les montagnes, présentent à court terme une situation intenable. Et qui annule trait pour trait la justification stratégique de Moscou de consolider le régime afghan pour éviter une contamination de l'idéologie libératrice de la foi dans les masses musulmanes d'U.r.s.s.



Affaire Fontanet

Une nouvelle piste ... pour embrouiller ?

Joseph Fontanet a-t-il été victime du milieu lyonnais ? Telle est la question qui se pose après que divers journaux précisent que le jour où l'ancien ministre fut assassiné, il avait rendez-vous à Annecy pour conclure une affaire de rénovation immobilière concernant le casino. Cette opération aurait fait l'objet d'une dure concurrence entre plusieurs compagnies financières, lutte qui se serait soldée à l'avantage de la Soderec, filiale du Crédit Mutuel, dirigée par Joseph Fontanet.

On peut supposer que ces organes de presse, dont le *Parisien* (connu pour avoir de solides entrées dans la police) n'avancent pas cette nouvelle hypothèse avec légèreté. Pourtant, cette « explication » semble tirée par les cheveux !

Les policiers, lorsqu'ils envisageaient le « crime fortuit », prétendaient que le meurtre de l'ancien ministre ne pouvait être l'œuvre de tueurs professionnels, ceux-ci ne s'étant apparemment pas assurés du résultat de leur « travail ».

Qu'on sache, le milieu lyonnais n'embauche guère d'amateurs et sait bien que la disparition de Fontanet ne modifierait pas la conclusion d'une affaire.

Trois semaines après le meurtre, la police en est-elle encore à envoyer des ballons d'essais ? Après avoir avancé la fable du crime fortuit, après avoir fouillé la vie privée du ministre on en revient au milieu, suffisamment secret pour endosser bien des « affaires ».

Résumées

Question de différence

A Cambrai (Nord), Monsieur Biderman, bien connu dans le prêt à porter, retarde l'implantation d'une usine apportant la création de six cents emplois, pour laquelle « une aide substantielle de l'Etat était acquise». A Chambéry (Savoie) depuis un an une usine a fermé ses portes, mettant six cents personnes au chômage. Pourquoi ferme-t-on ici une usine, alors que là, l'Etat accorde « une aide substantielle» pour en ouvrir une ? Quelle différence entre Cambrai et Chambéry, outre leur situation géographique ?

Une, mais essentielle. A Chambéry, le maire est le socialiste Francis Ampe. Tandis qu'à Cambrai, le maire se nomme Jacques Legendre, il est R.p.r et secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

La France de Le Pen

Le candidat Le Pen a commencé sa campagne. Pour la présidence de la République. Contre l'immigration étrangère. Pour le sauvetage des «valeurs de l'occident». Pour «un choix national patriotique populaire, s'appuyant non pas sur une camarilla de hauts fonctionnaires ou sur une intelligentsia cosmopolite mais sur le peuple français». Contre Coluche, «grossier personnage sans talent ou presque».

Vitry : trois cents personnes pour Abdelkader Laireche

Trois cents personnes ont manifesté samedi dans les rues de Vitry pour apporter leur soutien à la famille d'Abdelkader Laireche, 15 ans et demi, abattu par un gardien d'immeuble.

Bangui : justice expéditive

Après celle de l'ex-gendre de Bokassa 1er, la cour criminelle de Bangui a prononcé la condamnation à mort, pour complicité aux massacres, de trois autres anciens collaborateurs du tyran : Joseph Mokoa (commandant de la sécurité impériale) et Messieurs Baissa et Kaba. Trois peines de travaux forcés à perpétuité et une peine de vingt ans ont également été prononcées.

Immigrés et «clandestins»

Les dix sept travailleurs turcs qui poursuivent depuis vingt jours une grève de la faim, dans la salle Saint-Bruno, à Paris (XVIIIe) ont décidé, le 23 février, de poursuivre leur action. Le plus âgé d'entre eux (56 ans) a du être hospitalisé. En effet, les trois réunions qu'ils ont eu avec Stoléru n'ont rien apporté de concret pour la régularisation de leur situation. Ces travailleurs de la confection sont toujours sans titre de séjour, ni titre de travail.

On se demande à quoi a servi la visite que leur a rendu le ministre, sinon à sa «propre» publicité.

Un gala de solidarité à ces serfs de la confection est organisé, le dimanche 2 mars, à la Mutualité.

Seychelles : oui aux Jeux de Moscou

Le président du comité national olympique des Seychelles en a décidé samedi : son pays participera aux Jeux Olympiques de Moscou en dépit de la consigne de boycott lancée par les Etats-Unis.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition :
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris